La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2005 : excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars

En octobre 2005, l'excédent budgétaire s'est élevé à 2,1 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de plus qu'en octobre 2004. Les revenus budgétaires se sont accrus de 1,8 milliard de dollars, ou 11,6 % : l'effet de la forte hausse des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS) a été quelque peu limité par la baisse des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 19,9 % en octobre, en raison de facteurs chronologiques qui s'estomperont en novembre 2005. Les rentrées de TPS ont bondi de 26,2 %; cela est en partie attribuable au retour à la normale des opérations de traitement des rentrées de TPS, qui ont été perturbées par un conflit de travail dans le secteur public au Québec, ce qui a eu un impact sur la perception de la TPS dans cette province. Les charges de programmes ont augmenté de 0,7 milliard, ou 6,1 %, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés aux provinces et aux territoires en vertu des ententes de 2004 sur les soins de santé, de même que sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont légèrement diminué en octobre.

D'avril à octobre 2005 : excédent budgétaire de 9,5 milliards de dollars

Pour les sept premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à octobre), l'excédent budgétaire est évalué à 9,5 milliards de dollars, en hausse de 0,8 milliard par rapport à la même période en 2004-2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 8,1 milliards, ou 7,5 %, la plupart des principales composantes étant en hausse. Les charges de programmes se sont accrues de 7,8 milliards, ou 9,8 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé ainsi que la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Ces résultats financiers mensuels ne portent que sur une partie de l'exercice. Ainsi, ils ne tiennent pas compte des réductions d'impôt proposées pour 2005-2006, qui totalisent 5,3 milliards de dollars. Il convient de les utiliser avec prudence pour projeter les résultats de l'ensemble de l'exercice.

Octobre 2005

En octobre 2005, l'excédent budgétaire s'est élevé à 2,1 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de plus qu'en octobre 2004.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, ou 11,6 %, pour atteindre 17,2 milliards. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et de TPS ont nettement progressé.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 19,9 %, sous l'effet de facteurs chronologiques qui s'estomperont dans l'estimation des revenus de novembre 2005. Un plus grand nombre de retenues salariales ont été traitées en octobre 2005 par rapport au même mois l'an dernier, et certaines retenues se rapportant à septembre 2005 ont été traitées en octobre.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 12,4 %. Cela est attribuable à la forte poussée des rentrées d'impôt des sociétés observée en octobre 2004, avec l'élimination de l'arriéré de traitement qui a résulté du conflit de travail de l'an dernier dans le secteur public.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – liées à la retenue des non-résidents – ont augmenté de 52,8 % en octobre, ce qui s'explique par la hausse des redevances et des dividendes versés aux non-résidents par suite de la progression des bénéfices des sociétés cette année. Cette source de revenus peut varier beaucoup d'un mois à l'autre.

- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 18,9 %. Les rentrées de TPS ont grimpé de 26,2 %, en partie par suite de la reprise des opérations normales de traitement des rentrées de TPS après un conflit de travail au ministère du Revenu du Québec, qui administre la TPS dans cette province pour le compte du gouvernement du Canada. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 78 millions, tandis que les taxes de vente et d'accise diminuaient de 50 millions. Les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 22 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 2,6 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont reculé de 0,1 milliard de dollars. Ces revenus varient beaucoup d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont atteint 12,3 milliards de dollars en octobre 2005, soit 0,7 milliard, ou 6,1 %, de plus qu'en octobre 2004, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard, ou 8,3 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 87 millions de dollars, ou 2,5 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 2,8 % en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'indice des prix à la consommation, et du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont progressé de 1,8 % en raison d'une hausse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 26,6 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que sur la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont baissé de 11,3 %. Cette composante varie beaucoup d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 2,0 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement et de l'impact de mesures budgétaires antérieures.

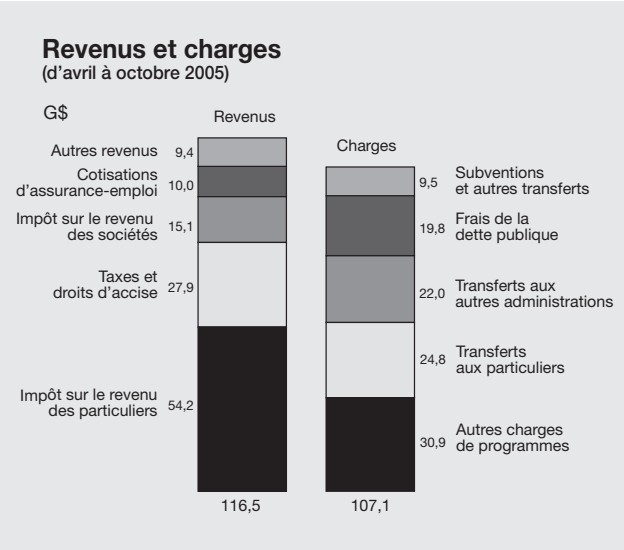
Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté.

D'avril à octobre 2005

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 9,5 milliards de dollars, soit 0,8 milliard de plus que pour la période correspondante de 2004-2005.

Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 116,5 milliards de dollars, ont augmenté de 8,1 milliards, ou 7,5 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,0 milliards de dollars, ou 10,2 %, ce qui dépasse largement la hausse des traitements et salaires, qui est évaluée à environ 5,3 % pour la période. L'augmentation d'une année sur l'autre est en grande partie

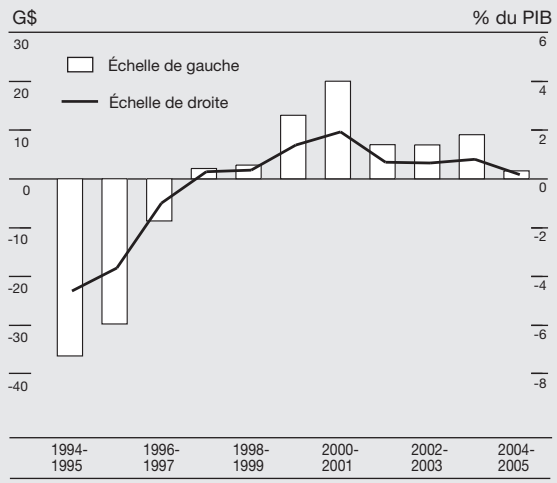


attribuable à la croissance des retenues à la source. En outre, comme il a déjà été indiqué, une partie de cette hausse est attribuable à des facteurs chronologiques qui devraient se résorber au cours des prochains mois, de sorte que la progression des rentrées correspondra davantage à l'accroissement de l'assiette fiscale applicable.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,3 milliards de dollars, ou 18,4 %. Ce gain est en partie attribuable à la méthode que les sociétés emploient pour calculer leurs acomptes provisionnels mensuels. Elles peuvent faire ce calcul d'après le montant réel de leur impôt à payer pour l'exercice précédent ou d'après une estimation de leur impôt à payer pour l'exercice courant, toute différence devant être versée dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après l'impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné lieu à d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes provisionnels de 2005 reposent sur l'impôt à payer en 2004, alors que les acomptes versés jusqu'en octobre 2004 se fondaient sur l'impôt à payer en 2003, la croissance des rentrées d'impôt des sociétés depuis le début de l'exercice est plus importante que l'augmentation sous-jacente des revenus tirés de cet impôt. Cette croissance depuis le début de l'exercice s'estompera lorsque les paiements de règlement seront reçus, au cours des quatre derniers mois de 2005-2006.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 2,1 milliards de dollars, ou 8,2 %. Les revenus provenant de la TPS ont grimpé de 2,0 milliards, ou 11,0 %, sous l'effet d'une forte poussée des rentrées brutes attribuables aux ventes intérieures, qui ont augmenté de 10,2 %, soit un peu plus que la hausse de 7,3 % des ventes au détail pendant la même période. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 9,9 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont légèrement diminué (de 0,2 %), tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont chuté de 14,9 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 %, car la hausse du nombre de personnes détenant un emploi a largement compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont baissé de 2,0 milliards de dollars, ou 22,2 %, en raison du gain ponctuel (de 2,6 milliards) provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

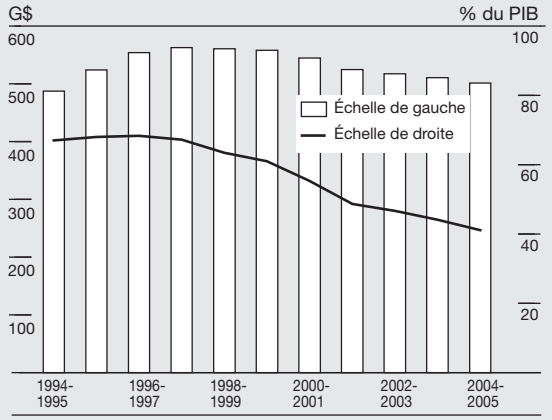
Les charges de programmes pour la période d'avril à octobre 2005, qui s'élèvent à 87,3 milliards de dollars, affichent une hausse de 7,8 milliards, ou 9,8 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Les paiements de transfert, qui représentent près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 5,7 milliards de dollars, ou 11,2 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,5 %. Les prestations aux aînés ont connu une hausse de 4,4 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,4 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'exercice est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, qui correspond à l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 4,2 milliards de dollars, ou 23,7 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 9,7 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires antérieures et d'un rajustement pour des opérations se rapportant à des mois précédents.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 7,3 % en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères. Les charges des sociétés d'État ont légèrement augmenté, de 0,3 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,5 % par rapport à la même période l'an dernier, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 1,6 milliard de dollars d'avril à octobre 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 11,1 milliards de dollars d'avril à octobre 2005, en hausse de 3,7 milliards par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle en grande partie du transfert de 2,8 milliards à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador aux termes des ententes sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 9,5 milliards de dollars et de besoins nets de 11,1 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 1,6 milliard au cours des sept premiers mois de 2005-2006, alors que le gouvernement disposait de ressources financières de 1,2 milliard pour la même période l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 11,9 milliards de dollars

À la fin d'octobre 2005, le gouvernement avait réduit de 11,9 milliards de dollars sa dette contractée sur les marchés. Pour couvrir des besoins financiers de 1,6 milliard et réduire la dette contractée sur les marchés, le gouvernement a retranché 13,5 milliards de ses soldes de trésorerie. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 3,6 milliards de dollars à la fin d'octobre.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Octobre		Avril à octobre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 409	17 194	108 429	116 514
Charges				
Charges de programmes	-11 560	-12 261	-79 495	-87 264
Frais de la dette publique	-2 834	-2 881	-20 309	-19 799
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 015	2 052	8 625	9 451
Opérations non budgétaires	1 195	-816	-7 388	-11 056
Ressources ou besoins financiers	2 210	1 236	1 237	-1 605
Variation nette dans les activités de financement	1 610	-362	-8 967	-11 944
Variation nette dans l'encaisse	3 820	874	-7 730	-13 549
Encaisse à la fin de la période			9 521	3 573

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Octobre			Avril à octobre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 910	8 282	19,9	49 229	54 231	10,2
Impôt sur le revenu des sociétés	2 509	2 198	-12,4	12 729	15 069	18,4
Autres impôts sur le revenu	269	411	52,8	1 769	2 341	32,3
Total des impôts sur le revenu	9 688	10 891	12,4	63 727	71 641	12,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 726	3 440	26,2	18 015	19 991	11,0
Droits de douane à l'importation	237	315	32,9	1 818	1 998	9,9
Taxes de vente et d'accise	804	754	-6,2	5 675	5 661	-0,2
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	48	26	-45,8	242	206	-14,9
Total des taxes et droits d'accise	3 815	4 535	18,9	25 750	27 856	8,2
Total des revenus fiscaux	13 503	15 426	14,2	89 477	99 497	11,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 031	1 004	-2,6	9 940	10 006	0,7
Autres revenus	875	764	-12,7	9 012	7 011	-22,2
Total des revenus budgétaires	15 409	17 194	11,6	108 429	116 514	7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Octobre			Avril à octobre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 359	2 426	2,8	16 111	16 818	4,4
Prestations d'assurance-emploi	1 116	1 136	1,8	8 051	7 940	-1,4
Total	3 475	3 562	2,5	24 162	24 758	2,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		7 379	11 083	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		4 565	4 798	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		875	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	-25	0		0	0	
Total	1 806	2 268	25,6	12 819	15 881	23,9
Transferts fiscaux	926	1 044	12,7	6 571	7 447	13,3
Villes et collectivités du Canada	0	213	s.o.	0	394	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-139	-242	74,1	-1 573	-1 678	6,7
Total	2 593	3 283	26,6	17 817	22 044	23,7
Subventions et autres transferts						
Agriculture	89	65	-27,0	321	605	88,5
Affaires étrangères	203	-42	-120,7	1 225	1 203	-1,8
Santé	105	99	-5,7	979	1 030	5,2
Développement des ressources humaines	7	129	1 742,9	506	689	36,2
Affaires indiennes et du Nord	348	367	5,5	2 539	2 676	5,4
Industrie et développement régional	208	211	1,4	1 035	1 129	9,1
Autres	448	421	-6,1	2 074	2 192	5,7
Total	1 408	1 250	-11,3	8 679	9 524	9,7
Total des paiements de transfert	7 476	8 095	8,3	50 658	56 326	11,2
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	100	53,8	719	768	6,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	165	164	-0,6	1 200	1 194	-0,5
Autres	136	104	-23,5	1 127	1 094	-2,9
Total	366	368	0,5	3 046	3 056	0,3
Défense	1 075	1 236	15,0	7 030	8 291	17,9
Tous les autres ministères et organismes	2 643	2 562	-3,1	18 761	19 591	4,4
Total des autres charges de programmes	4 084	4 166	2,0	28 837	30 938	7,3
Total des charges de programmes	11 560	12 261	6,1	79 495	87 264	9,8
Frais de la dette publique	2 834	2 881	1,7	20 309	19 799	-2,5
Total des charges budgétaires	14 394	15 142	5,2	99 804	107 063	7,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Octobre			Avril à octobre	
	2004	2005		2004-2005	2005-2006
			(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 015	2 052		8 625	9 451
Opérations non budgétaires					
Activités d'investissement en immobilisations	-185	-249		-654	-978
Autres activités d'investissement	-430	-357		-1 278	-2 437
Comptes de pension et autres comptes	-1 308	349		-1 665	-534
Autres activités					
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 384	217		-5 563	-9 762
Opérations de change	487	-1 026		178	858
Amortissement des immobilisations corporelles	247	250		1 594	1 797
Total des autres activités	3 118	-559		-3 791	-7 107
Total des opérations non budgétaires	1 195	-816		-7 388	-11 056
Ressources ou besoins financiers nets	2 210	1 236		1 237	-1 605

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Octobre			Avril à octobre	
	2004	2005		2004-2005	2005-2006
			(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	2 210	1 236		1 237	-1 605
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement					
Opérations de la dette non échue					
Emprunts en dollars canadiens					
Obligations négociables	552	-1 585		-8 926	-4 663
Bons du Trésor	1 400	1 000		1 800	-3 400
Obligations d'épargne du Canada	-79	-68		-347	-497
Autres	-1	-13		-26	-181
Total	1 872	-666		-7 499	-8 741
Emprunts en devises	-260	302		-1 428	-3 281
Total	1 612	-364		-8 927	-12 022
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-2	2		-40	78
Variation nette dans les activités de financement	1 610	-362		-8 967	-11 944
Variation dans l'encaisse	3 820	874		-7 730	-13 549

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	31 octobre 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	78 779	-11 694
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	261 907	-4 663
Bons du Trésor	127 199	123 799	-3 400
Obligations d'épargne du Canada	19 080	18 583	-497
Autres	3 393	3 212	-181
Total partiel	416 242	407 501	-8 741
Payable en devises	16 286	13 005	-3 281
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	3 010	78
Total de la dette non échue	435 460	423 516	-11 944
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	130 903	1 324
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 458	909
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 913	-2 767
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 274	-534
Total de la dette portant intérêt	615 268	602 790	-12 478
Total du passif	705 741	681 569	-24 172
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	60 800	-15 481
Comptes d'opérations de change	40 871	40 013	-858
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	36 297	2 437
Total des actifs financiers	151 012	137 110	-13 902
Dette nette	554 729	544 459	-10 270
Actifs non financiers	54 866	54 047	-819
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	490 412	-9 451

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Décembre 2005